

## CH\_VB 84.456 vom 5. Oktober 1984

Bundesverwaltung, 1984-10-05, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_84.456](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_84.456)

FR: CH\_VB 84.456 du 5 octobre 1984

IT: CH\_VB 84.456 del 5 ottobre 1984

### Volltext

5. Oktober 1984 N 1413 Motion der LdU/EVP-Fraktion tâches entre la Confédération et les cantons est à cet égard significative. Vu ce qui précède, les soussignés demandent au Conseil fédéral - de prendre ou de proposer les mesures utiles en vue de libérer en 1984 déjà la tranche de crédit de programme qui avait été réservée pour l'année 1985; - de soumettre au Parlement un projet d'arrêté ouvrant un substantiel crédit de programme dans le but d'accorder à la Confédération les moyens de poursuivre, dans des conditions normales, sa politique d'encouragement à la construction de logements. Ces propositions s'inscrivent dans le prolongement du postulat Carobbio du 15 décembre 1983, accepté par le Conseil fédéral le 29 février 1984, ainsi que dans celui des déclarations faites le 7 juin 1984 devant le Conseil national par le chef du Département de l'économie publique qui, à cette occasion, a reconnu la réalité du problème faisant l'objet de la présente motion. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 22. August 1984 Rapport écrit du Conseil fédéral du 22 août 1984 Le Conseil fédéral l'a déjà déclaré dans sa réponse du 28 novembre 1983 à la question ordinaire n° 83.712 du 19 septembre 1983 sur les crédits de programme destinés à l'encouragement de la construction et de l'accession à la propriété de logements, de nouveaux crédits de programme ne pourront être proposés, en ce qui concerne l'encouragement de la construction de logements, avant la décision définitive des Chambres fédérales sur la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Le Conseil fédéral n'a pas changé d'avis. Cependant il est disposé à étudier de quelle manière il pourrait être tenu compte de la plus forte demande, apparue récemment, d'aides fédérales dans le cadre de la loi encourageant la construction et l'accession à la propriété de logements. Du crédit de programme de 1143 millions consenti en 1983 par le Parlement, alloué pour quatre ans au moins, c'est-à-dire jusqu'en 1987 - et à part le quart ordinaire pour 1983, le Conseil fédéral a libéré un même montant supplémentaire en vue de la promotion de l'emploi, dans le cadre de l'arrêté fédéral du 17 mars 1983 ouvrant de nouveaux crédits destinés à promouvoir l'emploi. Des deux derniers quarts, celui de l'année en cours est épuisé. On ne dispose donc plus que d'un seul quart. Cela étant, la question se pose au Conseil fédéral de savoir si une part de cette dernière tranche doit être libérée prématurément, avant 1985. A cet égard, il est à observer que l'article 8 de l'arrêté susmentionné prévoit la compensation des crédits à partir de 1986. Dans ces conditions, le Conseil fédéral ne saurait s'obliger à accepter la proposition sous forme de motion. Il l'accepte comme postulat. Schriftliche Erklärung des Bundesrates Déclaration écrite du Conseil fédéral Le conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat. Überwiesen als Postulat - Transmis comme postulat #ST# 84.456 Motion der LdU/EVP-Fraktion Qualitatives Wirtschaftswachstum Motion du groupe Adl/PEP Croissance qualitative de l'économie Wortlaut der Motion vom 14. Juni 1984 Der Bundesrat wird beauftragt, den von ihm im Zusammenhang mit den Regierungsrichtlinien verwendeten Begriff des qualitativen Wirtschaftswachstums inhaltlich zu konkretisieren, zu operationalisieren und die hierfür notwendigen Massstäbe

bereitstellen. Texte de la motion du 14 juin 1984 Le Conseil fédéral est prié de préciser la motion de «croissance qualitative de l'économie» qu'il emploie dans ses Grandes lignes de la politique gouvernementale, et en particulier de la formuler de telle manière qu'elle devienne opérationnelle et de fournir les critères d'appréciation nécessaires. Sprecher-Porte-parole: Müller-Aargau Schriftliche Begründung - Développement par écrit «Die wirtschaftliche Entwicklung wird in Zukunft noch vermehrt geprägt sein von der Notwendigkeit, die natürlichen Lebensgrundlagen zu bewahren und die regionale Struktur unseres Landes zu erhalten. Der Übergang zu einem derartigen qualitativen Wirtschaftswachstum ist eine gemeinsame Aufgabe der Sozialpartner und des Staates.» (Richtlinien der Regierungspolitik 1983 bis 1987, S. 23) Nachdem nun auch der Bundesrat von qualitativem und quantitativem Wachstum spricht und damit diese Formel als Schlagwort verwendet, wird es notwendig zu wissen, wie weit hier tatsächlich ein Wandel stattgefunden hat oder stattfindet. Es ist nicht ausgeschlossen, dass schon heute ein beträchtlicher Teil des Bruttosozialproduktes dem qualitativen Wachstum zuzurechnen wäre. Leider fehlen aber bis heute die zur Beurteilung notwendigen operationalen Massstäbe. Nur wenn die nötigen Unterlagen vorliegen, lässt sich nach vier Jahren überprüfen, ob mindestens im Bereiche der öffentlichen Arbeiten Bundesrat und Parlament im Sinne der Regierungsrichtlinien politisiert und gehandelt haben. Es scheint uns unerträglich, wenn die Bundesbehörden im Bereiche der wichtigsten Zukunftsprobleme nichtssagende oder diffuse Deklamationen verwenden. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 15. August 1984 Rapport écrit du Conseil fédéral du 15 août 1984 Mit einem Postulat Ziegler-Solothurn vom 19. Juni 1980 wurde der Bundesrat aufgefordert, die Möglichkeiten eines Überganges vom quantitativen zum qualitativen Wachstum durch eine Expertenkommission studieren zu lassen. Der Bundesrat hat seinerzeit das genannte Postulat entgegengenommen und eine Expertenkommission zur Prüfung dieses Problemkreises eingesetzt. Die Kommission hat den Begriff des qualitativen Wachstums inhaltlich in einer Arbeitsdefinition wie folgt umschrieben: «Qualitatives Wachstum ist jede nachhaltige Zunahme der gesamtgesellschaftlichen und pro Kopf der Bevölkerung erreichten Lebens- und Umweltqualität, die mit geringerem spezifischen Einsatz an nicht vermehrbaren oder nicht regenerierbaren Ressourcen und mit abnehmenden Umweltbelastungen erzielt wird.» Ausgehend von dieser Definition prüft die Kommission gegenwärtig die bestehenden Hemmnisse, die dem Übergang vom eher quantitativen zu einem mehr qualitativ ausgerichteten Wachstum entgegenstehen. Anschliessend

Postulat Eppenberger-Nesslau 1414 N 5 octobre 1984 beabsichtigt sie, konkrete Massnahmen zur Beschleunigung dieses Umstellungsprozesses vorzuschlagen. Der Schlussbericht kann auf Beginn des nächsten Jahres erwartet werden. Nachdem wir bereits im Sinne der Motionärin tätig sind, beantragen wir, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Schriftliche Erklärung des Bundesrates Déclaration écrite du Conseil fédéral Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Überwiesen als Postulat - Transmis comme postulat #ST# 84.357 Postulat Pitteloud Invalidenversicherung. Fahrstühle mit elektromotorischem Antrieb Assurance-invalidité. Fauteuils roulants électriques Wortlaut des Postulates vom 14. März 1984 Der Bundesrat wird gebeten zu prüfen, ob die Voraussetzungen für die Abgabe eines Elektrofahrschuhls oder eines Fahrschuhls mit elektromotorischem Antrieb nicht in dem Sinne gelockert werden können, dass ein solches Hilfsmittel einem gelähmten Invaliden auch dann gewährt wird, wenn er es braucht, um normale menschliche Kontakte anzuknüpfen und aufrechtzuerhalten. Texte du postulat du 14 mars 1984 Le Conseil fédéral est invité à examiner si les conditions

d'obtention d'un fauteuil roulant électrique, ou à moteur électrique, ne pourraient pas être assouplies dans le sens que de tels moyens auxiliaires soient aussi accordés si cela est une condition permettant à un invalide paralysé d'établir ou de maintenir des relations sociales normales. Mitunterzeichner - Cosignataires: Ammann-Saint-Gall, Bäumlin, Braunschweig, Clivaz, Deneys, Eggli-Winterthour, Fankhauser, Fehr, Friedli, Hubacher, Jaggi, Lanz, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Longet, Mauch, Meizoz, Meyer-Berne, Nauer, Ott, Reimann, Renschler, Robbiani, Ruch-Zuchwil, Stamm Walter, Stappung, Uchtenhagen, Vannay (28) Schriftliche Begründung - Développement par écrit - Selon les chiffres 10 et 10.03 de l'annexe à l'ordonnance sur les moyens auxiliaires de l'AI (OMAI) seuls les assurés qui, exerçant une activité leur permettant de couvrir leurs besoins, ne peuvent se passer d'un véhicule à moteur personnel pour se rendre à leur travail, ont droit à un fauteuil roulant électrique. - Selon le chiffre 9.02 de la même annexe à l'ordonnance, seuls les assurés incapables de marcher et qui ne peuvent utiliser un fauteuil roulant usuel, ensuite de paralysies ou d'autres infirmités des membres supérieurs, ni se déplacer de façon indépendante sans fauteuil roulant même électrique, ont droit à un fauteuil roulant à moteur électrique. Un fauteuil roulant est souvent le seul moyen pour un invalide paralysé, d'établir ou de maintenir des relations sociales. Or il est évident que les possibilités de déplacement, avec un fauteuil roulant usuel, sont très limitées. Dans une récente émission de la télévision suisse romande, des invalides auxquels l'AI n'a pas accordé de fauteuils roulants électriques ou à moteur électrique, ont démontré de façon pertinente leur isolement social et les problèmes psychiques qui en découlent. L'AI étant une assurance à caractère social, devrait tenir compte de ces besoins et en conséquence assouplir les conditions du droit à obtenir un fauteuil roulant électrique et à moteur électrique. Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 23. Mai 1984 Déclaration écrite du Conseil fédéral du 23 mai 1984 Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat. Überwiesen - Transmis #ST# 84.443 Postulat Eppenberger-Nessler AHV/IV. Hilflosenentschädigungen AVS/AI. Allocations pour impotents Wortlaut des Postulates vom 7. Juni 1984 Der Bundesrat wird eingeladen, in die von ihm angekündigte IV-Revision aufzunehmen: a. eine substantielle Verbesserung der Entschädigungsansätze der IV und der AHV bei schwerer und mittelschwerer Hilflosigkeit; b. die Gewährung solcher Entschädigungen auch an Versicherte, die erst nach Erreichen des Rentenalters in mittelschwerem Grade hilflos werden. Texte du postulat du 7 juin 1984 Le Conseil fédéral est invité à prendre en considération dans la révision de l'AI qu'il a annoncée: a. Une amélioration substantielle des prestations de l'AI et de l'AVS en cas d'impotence grave ou moyenne; b. L'octroi de telles prestations également aux assurés qui sont affectés d'une impotence moyenne après avoir atteint l'âge où s'ouvre le droit à la rente. Mitunterzeichner- Cosignataire: Früh Schriftliche Begründung - Développement par écrit Die von der AHV und der IV ausgerichteten Entschädigungen betragen bei schwerer Hilflosigkeit 552 Franken im Monat oder Franken 18.40 im Tag und bei mittelschwerer Hilflosigkeit 345 Franken im Monat oder Franken 11.50 im Tag. Eine schwere Hilflosigkeit wird aber nur anerkannt, wenn der Versicherte vollständig hilflos ist, d. h. in allen täglichen Lebensverrichtungen regelmässig in erheblicher Weise auf die Hilfe Dritter angewiesen ist und überdies der dauernden Pflege oder der persönlichen Überwachung bedarf (Art. 36 IVV). Auch die Voraussetzungen der mittelschweren Hilflosigkeit sind verhältnismässig streng. Die geltenden Entschädigungsansätze genügen in keiner Weise mehr, um die bei einer Hilflosigkeit schwerer oder mittelschwerer Art entstehenden Pflegekosten spürbar abzudecken. Dies gilt sowohl für die Pflege in einem Spital oder in einem Heim als auch für die Pflege zu Hause, für die viele Angehörige

bewundernswürdige Leistungen erbringen. Die im AHVG und im IVG enthaltene Limitierung dieser Entschädigungen auf 80 Prozent der einfachen Mindestrente sollte daher mindestens auf das Doppelte erhöht werden. Zum Vergleich: Nach dem neuen Unfallversicherungsgesetz kann die Hilflosenentschädigung bis zu 1146 Franken im Monat gehen, wobei eine Kumulation mit jener der IV oder der AHV gesetzlich ausgeschlossen ist. Die eidgenössische AHV/IV-Kommission schlägt bekanntlich im Rahmen der 10. AHV-Revision auch die Ausrichtung von Hilflosenentschädigungen an Versicherte vor, die erst nach Erreichen des Rentenalters in mittelschwerem Grade hilflos werden, während heute nur die schwere Hilflosigkeit zählt.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Motion der LdU/EVP-Fraktion Qualitatives Wirtschaftswachstum Motion du groupe Adl/PEP Croissance qualitative de l'économie In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1984 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 15 Séance Seduta Geschäftsnummer 84.456 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 05.10.1984 - 08:00 Date Data Seite 1413-1414 Page Pagina Ref. No 20 012 750 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.